



3250 Bloor St. West, Suite 200  
Toronto, Ontario  
M8X 2Y4 Canada

416-231-5931 1-800-268-3781  
F: 416-231-3103  
www.united-church.ca

Le 14 février 2020

En tant que membres de l'Église Unie du Canada, nous sommes des communautés de foi chrétienne composées d'un grand nombre de personnes, dont certaines sont des Autochtones et d'autres, des descendantes et descendants de l'immigration coloniale. Nous faisons preuve de respect les uns envers les autres. Nous avons adopté la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, et nous nous sommes engagés sur la voie de la vérité et des relations justes. Nous reconnaissons et respectons la spiritualité traditionnelle des peuples autochtones. C'est donc dans cet esprit que nous prenons la plume pour vous écrire aujourd'hui.

Voilà que l'histoire du Canada et de ses relations avec les peuples autochtones du pays est de nouveau marquée par un conflit. Des décisions ont été rendues par les tribunaux canadiens, par le gouvernement de la Colombie-Britannique et par le gouvernement du Canada pour qu'un gazoduc passe sur le territoire traditionnel de la Première Nation Wet'suwet'en sans son consentement.

Les chefs héréditaires de la nation Wet'suwet'en ne veulent pas de la construction de ce pipeline. Ils estiment que leurs droits ancestraux sur les terres, ainsi que leur droit à un consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause, ne sont pas respectés. Ils sont également inquiets des répercussions immédiates et à long terme que le pipeline aura sur les terres et sur l'environnement en général.

D'autres membres des communautés Wet'suwet'en, dont des chefs et des conseils élus en vertu de la *Loi sur les Indiens*, croient que le gazoduc doit être construit, et ils appuient le projet parce qu'il procurera des avantages à la communauté et au pays.

L'interprétation différente quant à savoir à qui il appartient de prendre les décisions résulte d'un conflit entre la loi des Autochtones et la loi coloniale. Nous croyons que les gouvernements et la société pipelinère se servent de cette discorde pour faire avancer le projet. Nous sommes d'avis que cette situation doit cesser et qu'un véritable dialogue rendant hommage au caractère sacré de la terre et du peuple autochtone doit s'installer.

Pour que des relations justes entre Autochtones et descendantes et descendants de l'immigration coloniale aient la possibilité de perdurer, le Canada doit, en conformité avec l'article 27 de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, respecter les décisions prises par les peuples autochtones selon leurs lois et leurs traditions.

Des groupes d'Autochtones et de descendantes et descendants de l'immigration coloniale de partout au Canada se sont joints au mouvement de protestation en appui aux chefs héréditaires. Au cours des dernières semaines, nous avons vu les manifestations s'intensifier, surtout depuis que la GRC a fait appliquer l'injonction de la Cour et procédé à des arrestations sur le territoire traditionnel des Wet'suwet'en. Certaines personnes ont exprimé leurs frustrations à l'égard des perturbations que causent ces manifestations. Nous demandons instamment à ces personnes de tenir compte du fait que



les droits des Autochtones sont constamment violés et que c'est le non-respect du caractère sacré des terres qui a forcé les communautés autochtones à se lancer dans de telles actions.

Notre engagement en tant que descendantes et descendants de l'immigration coloniale à l'égard de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones exige que nous réagissions ainsi.

Notre engagement en tant que descendantes et descendants de l'immigration coloniale en faveur de la réconciliation exige que nous réagissions ainsi.

Notre engagement en tant que descendantes et descendants de l'immigration coloniale à être des disciples du Christ exige que nous réagissions ainsi.

Dans l'esprit de tous les peuples et de la terre, nous prions pour que la mission sacrée qui nous a été confiée soit protégée aujourd'hui et pour les générations à venir.

Toutes et tous unis dans la paix du Christ,

Richard Bott, pasteur  
Modérateur

Cheryl Jourdain  
Ministre exécutive intérimaire  
Au nom du Conseil national des aînés et des aînées autochtones